

L'Afrique, une région particulièrement vulnérable dans la mondialisation en crise

L'Afrique avait été plongée dans la nuit noire de la colonisation, forme brutale de la mondialisation imposée par le capitalisme des monopoles en réponse à sa première grande crise, à la fin du XIX^{ème} siècle, prenant la relève de la traite négrière, elle-même à l'origine de sa régression historique. Les mouvements de libération nationale, enfin parvenus à imposer l'indépendance des Etats du continent, ont alors conçu un grand projet de renaissance africaine : un projet ambitieux comme il le fallait, associant un développement accéléré à la fois agricole et industriel à la généralisation de l'éducation et à des constructions d'intégrations régionales s'inscrivant dans une perspective pan africaine.

Les blocs historiques construits par les mouvements de libération nationale imposaient cette perspective à la hauteur du défi. Et l'intelligentsia radicale, dans la conceptualisation et la mise en œuvre de ce projet avait su répondre aux exigences du défi, penser avec audace et penser par elle même. Au cours des décennies 1960 et 70 l'Afrique a, de ce fait, progressé à pas de géant au point que l'image nouvelle du continent a fait oublier celle de la désolation héritée de la colonisation. Un exemple : au sortir de la colonisation belge il n'y avait au Congo que 9 (oui neuf, pas dix) congolais qui avaient fait des études universitaires. Au terme de 30 années de dictature sanglante d'un des régimes les plus odieux du continent, celle de Mobutu, ce chiffre est de l'ordre de 300 000 (oui trois cent mille). Ainsi le pire régime de l'Afrique indépendante a fait 30 000 fois mieux que la colonisation ! On doit le rappeler à ceux qui aujourd'hui croient utile de faire « l'éloge de la colonisation » !

Mais ces avancées se sont progressivement enlisées sous l'effet combiné des contradictions internes dont elles développaient l'émergence et de l'hostilité de l'impérialisme. Les paysanneries ont été progressivement marginalisées dans les blocs historiques au pouvoir, au bénéfice de classes dirigeantes –et parfois de classes moyennes nouvelles- aspirant à s'ériger en maîtres absolus du pouvoir local, appelées de ce fait à faire remplir aux formes dégénérées de l'Etat les fonctions d'un Etat comprador.

Deux limites majeures aux premières réalisations de l'Afrique indépendante sont à l'origine de cette dérive.

La première concerne l'insignifiance des résultats dans le domaine de l'incontournable industrialisation, produite par les illusions que le capital étranger était en mesure d'aider à résoudre la question de son financement. On oublie de constater que les pays du Sud aujourd'hui qualifiés d'émergents sont précisément ceux qui au cours des 50 dernières années se sont engagés dans l'industrialisation accélérée. On oublie de faire remarquer que les pays les plus industrialisés sont aussi ceux dont l'agriculture et la production alimentaire est la plus efficace. La pauvreté qui frappe le continent, et dont les zones rurales sont les principales victimes, est la conséquence de ce retard dans l'industrie. Pour se développer il faut « marcher sur les deux jambes » : développer des formes adéquates de développement agricole et s'industrialiser dans les formes les plus utiles pour servir le marché interne en priorité, en particulier celui des classes populaires rurales et urbaines.

La seconde concerne l'enlissement culturel des nations africaines, restées prisonnières de l'usage exclusif des langues étrangères de la colonisation.

Ces échecs ont favorisé les conditions qui ont permis à l'impérialisme de reprendre l'offensive en vue de la re-colonisation de l'Afrique au cours des années 1980/90, par le moyen des programmes d'ajustement structurel, de la privatisation, de la destruction des Etats, de leur soumission aux diktats des « clubs de donateurs d'aide », accompagné des discours insipides à la mode concernant la « pauvreté », la « bonne gouvernance » et la « société civile ». La démocratisation de la société exige bien plus que la formule « élections pluripartites » ne le suggère. La démocratisation ne concerne pas seulement la gestion politique de la société mais doit être conçue comme principe directif dans tous les domaines de la vie sociale, en premier lieu la gestion de son système économique. Pas de démocratie possible dissociée du progrès social. La démocratie n'existe que lorsqu'elle est associée au progrès social. Les formules proposées par les prétendus « démocrates » du système capitaliste mondial, en dissociant démocratie et progrès social, ont contribué à décrédibiliser et délégitimer la démocratie aux yeux des peuples africains. Le repli sur les illusions tragiques passées de style « para religieux » ou « para ethniques » trouve là son explication.

Le drame est que les intellectuels africains se sont dans l'ensemble laissés bernés par ces discours qui ont présenté le grand projet de renaissance africaine comme une dérive « grandiloquente, nationaliste et irréaliste ».

L'Afrique aujourd'hui est alors appelée à ne plus avoir d'ambition au-delà de son ajustement au jour le jour aux exigences de la poursuite de l'expansion du capitalisme des monopoles, une voie dont nous avons dit qu'elle ne pouvait conduire qu'au désastre absolu, à un lumpen développement, à « l'Afrique des bidonvilles ». La pression migratoire, la solution par la tentative de fuir à l'étranger, avec le cortège de misères qu'elle entraîne, est le produit de ces politiques imposées aux pays africains, avec le soutien de leurs classes dirigeantes corrompues. Dans cette perspective l'Afrique n'existe que pour ses ressources naturelles qu'elle offre au pillage : les ressources de son sous sol (hydrocarbures, or, diamant et encore plus important minerais rares), ses terres désormais offertes à l'expansion de l'agri business pour de nouvelles productions d'exportation (agro carburants et autres). Les odieux régimes de dictature sanglante, comme ceux d'hier et d'aujourd'hui dans la région des Grands lacs, sont tous au service de ce pillage, celui des ressources minières de l'Est de la République démocratique du Congo. L'Afrique intéresse au plus au point les monopoles du capitalisme impérialiste, les Africains ne les intéressent pas. L'Afrique est riche, les Africains sont pauvres.